

**FOCUS**

Accord sur le Brexit : les Européens ont lâché du lest sur la pêche

Selon l'accord signé jeudi entre Londres et Bruxelles, les Européens renoncent à 25 % de leurs quotas de pêche dans les riches eaux britanniques. Le gouvernement français a promis ce vendredi des aides pour accompagner ses pêcheurs.



L'UE pêche l'équivalent de 650 millions d'euros par an dans les eaux britanniques. (Kirk Glyn/AFP)

Par **Les Echos**

Publié le 24 déc. 2020 à 18:01 | Mis à jour le 26 déc. 2020 à 9:14

C'était l'une **des pierres d'achoppement** des négociations. Dans le cadre de **l'accord post-Brexit acté jeudi**, l'Union européenne va transférer au Royaume-Uni 25 % de la valeur des produits pêchés dans les eaux britanniques par les flottes européennes, à l'issue d'une période de transition jusqu'en juin 2026, a indiqué un haut responsable européen.

Le détail des espèces et zones concernées par ce pourcentage n'est pas encore déterminé, a ajouté ce responsable. Après cette période de cinq ans et demi, cet accès sera renégocié annuellement. Par ailleurs, les pêcheurs de l'UE conserveront jusqu'en 2026 l'accès garanti aux zones situées dans les 6-12 milles marins au large des côtes britanniques (eaux territoriales) où ils se rendaient traditionnellement.

REPORTAGE - Chez les pêcheurs de Saint-Malo, la peur de la perte de Jersey

Intermarché, le plus gros pêcheur de France face à la tempête du Brexit

Forte charge politique

L'enjeu macroéconomique n'est pas majeur : l'UE pêche l'équivalent de 650 millions d'euros par an dans les eaux britanniques, le Royaume-Uni 110 millions dans les eaux européennes. Mais la charge politique est très forte.

CQFD - L'épineuse question de la pêche en cinq questions

FOCUS – Le Brexit pourrait bien noyer les mareyeurs français

Pour plusieurs Etats membres, France, Danemark et Pays-Bas en tête, la pêche est un lourd enjeu social et territorial tant le secteur serait mis à terre en se voyant couper l'accès aux eaux britanniques, très poissonneuses et où les pêcheurs du continent attrapent 60 % de leurs prises. Côté britannique, le contrôle de ses eaux est érigé en symbole de la future souveraineté retrouvée promise aux Brexiteurs.

L'Europe soutiendra ses pêcheurs

Jeudi, Bruxelles a tenu à rassurer les pêcheurs des Etats-membres affectés par ces nouvelles règles. L'accord assure « une base d'accès réciproque aux eaux et ressources, avec une nouvelle répartition des quotas et opportunités de pêche [...]. Cet accord demandera des efforts, je le sais, mais l'UE sera présente aux côtés des pêcheurs européens pour les accompagner, c'est notre engagement », a ainsi promis le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, lors d'une conférence de presse jeudi après-midi.

Emmanuel Macron a également tenu à avoir un mot pour la profession : « L'accord avec le Royaume-Uni est essentiel pour protéger nos citoyens, nos pêcheurs, nos producteurs. Nous nous assurerons que c'est bien le cas », a averti le président français sur Twitter. Ajoutant que « l'Europe avance et peut regarder vers l'avenir, unie, souveraine et forte ».

Les pêcheurs et les mareyeurs pourront bénéficier d'une « aide forfaitaire pouvant aller jusqu'à 30.000 euros en fonction de leur dépendance aux produits capturés dans les eaux britanniques », a précisé ce vendredi le ministère de la Mer dans un communiqué.

Sur son compte Twitter, la ministre, Annick Girardin a déclaré que des discussions étaient engagées avec les fédérations professionnelles de la filière pêche. « Nous présenterons prochainement le plan d'accompagnement prévu pour les soutenir et les accompagner. L'Etat sera à leurs côtés ! », a-t-elle assuré.

Déception des pêcheurs britanniques

De son côté, Boris Johnson a évoqué un compromis « raisonnable » : « Nous serons un Etat côtier indépendant avec un contrôle total de nos eaux, avec la part des prises

britanniques dans nos eaux qui augmentera substantiellement d'environ la moitié aujourd'hui à un niveau plus proche des deux tiers dans cinq ans et demi », a dit le Premier ministre britannique au cours d'une conférence de presse.

« Nous voulions trois ans, nous finissons à cinq ans. Je pense que c'est une période de transition raisonnable », a-t-il ajouté, annonçant que le secteur britannique de la pêche allait bénéficier d'un plan de plusieurs millions de livres sterling pour moderniser sa flotte et son activité.

Des promesses qui n'ont pas convaincu les pêcheurs britanniques, qui espéraient un accord encore plus favorable pour eux : « Le secteur sera amèrement déçu qu'il n'y ait pas de rupture plus définitive », a indiqué Barrie Deas, directeur de la Fédération nationale des organisations de pêcheurs, évoquant une « entourloupe ».



Brexit : Londres et Paris parviennent à un accord historique

PORTRAIT - Michel Barnier, l'infatigable défenseur des intérêts européens

DECRYPTAGE - Comment Boris Johnson compte faire de l'accord une victoire à mettre à son crédit

Brexit : pourquoi la raison l'a finalement emporté

L'accord salué en Angleterre par les pro et les anti-Brexit

Le Brexit, un accord bénéfique pour l'économie française

Le Brexit, une véritable manne pour les géants du conseil outre-Manche

Brexit : l'accord ne dispensera pas de nouveaux contrôles aux frontières

EN IMAGES - Brexit : retour sur une négociation inédite et échevelée

Avec Agences